

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1049 le 28 octobre 2018

Dans ce numéro

Au Maroc, arrestation d'un élève ingénieur soupçonné d'avoir planifié un projet d'attentat...

(Page 2)

Les bars et restaurants du front de mer de Mogadiscio accusés de comportements contraires à la morale islamique...

(Page 3)

Une carte SIM compatible avec la technologie TOR pour déjouer les interceptions téléphoniques...

(Page 4)

Des renseignements fournis par le Qatar auraient permis la libération d'un Japonais capturé par des djihadistes en Syrie...

(Page 5)

Un système anti-satellite lancé par voie aérienne serait en cours de développement en Russie...

(Page 7)

Plusieurs dizaines de pages, groupes et comptes basés en Iran supprimés par Facebook...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au Niger, dans la région de Tillabéri, les djihadistes circulent librement et perçoivent des impôts auprès de la population...

Des révélations inquiétantes ont été faites par le maire de la commune rurale d'Inatès, dans la région de Tillabéri, Assalak Ag Alhamdou. Dans cette localité, non loin de la frontière avec le Mali, les populations paient les impôts aux djihadistes qui circulent librement. Selon le maire Assalak Ag Alhamdou, cette situation a provoqué un déplacement massif de personnes vers le sud de la commune, notamment à Tchinaragar, Tarhabout et Tchissouhagh. Il ajoute que cette zone de la commune d'Inatès n'est pas couverte par le corridor de sécurité, c'est pourquoi les populations manquent d'assistance humanitaire.

(Deutsche Welle, le 22-10-2018)

Hausse des activités terroristes en Sibérie selon Nikolai Patrouchev...

« La Sibérie, en Russie, est en train de devenir une cible de plus en plus attrayante pour les terroristes internationaux » a déclaré mercredi le secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolai Patrouchev, lors d'une réunion du conseil à Novossibirsk. « Les activités terroristes dans la région sont en hausse. Il y a un risque élevé que des organisations terroristes internationales entrent en Sibérie » a indiqué M. Patrouchev, cité par l'agence de presse *Sputnik*. Selon M. Patrouchev, au cours des neuf premiers mois de l'année, le conseil a été saisi de 56 affaires relatives à des accusations liées au terrorisme. Il a appelé à des mesures anti-terroristes supplémentaires pour la protection des installations de carburant et d'énergie, en particulier dans les régions de Khakassie, de Transbaïkalie, de Novossibirsk et de Tomsk.

(Radio Chine internationale, le 24-10-2018)

Les cyberactivités « destructrices et nuisibles » de la Corée du Nord dénoncées par le département d'État américain...

Le département d'État américain a dénoncé les activités de la Corée du Nord dans le cyberspace. S'exprimant à la *Voix de l'Amérique* (VOA), un responsable du bureau du porte-parole du ministère a déclaré que le royaume ermite était engagé dans une cyberactivité « destructrice et nuisible » qui va à l'encontre du comportement responsable d'un État. L'officiel américain a rappelé les mesures prises en septembre dernier par les départements du Trésor et de la Justice à l'encontre d'un individu et d'un organisme suspectés d'être impliqués dans des activités frauduleuses sur internet pour le compte du régime de Kim Jong-un. Selon lui, Washington entend tenir P'yongyang responsable de ses actes et lui montrer qu'il y a un coût à ses provocations. Et d'appeler à nouveau l'ensemble des États membres de l'ONU à appliquer pleinement les sanctions à son encontre afin de mettre fin à ses programmes balistique et nucléaire.

(KBS World Radio, le 27-10-2018)

Au Maroc, arrestation d'un élève ingénieur soupçonné d'avoir planifié un projet d'attentat...

Au Maroc, un étudiant en école d'ingénieur a été arrêté hier à Mohammedia. Il est soupçonné d'avoir prêté allégeance à Daesh et d'avoir planifié un projet d'attentat à l'aide d'une ceinture explosive. Du matériel informatique et électrique a été saisi chez lui. Le suspect a été placé en garde à vue.

(Médi-1, le 28-10-2018)

Recrudescence des attaques de Boko Haram contre des villages isolés dans le nord-est du Nigeria...

Deux personnes ont été tuées dans l'attaque d'un village par le groupe djihadiste Boko Haram près de Chibok, dans le nord-est du Nigeria, frappé par une recrudescence d'attaques ces dernières semaines, ont affirmé mardi des sources locales à l'AFP. Des combattants ont envahi le village de Mifah, à sept kilomètres de Chibok, dans l'État du Borno, où ils ont tué deux habitants et incendié les maisons après avoir pillé les vivres et le bétail. C'est dans la ville de Chibok que plus de 200 jeunes filles avaient été enlevées dans leur internat en 2014, suscitant l'indignation du monde entier. « Ils ont tué deux personnes et pillé le village avant d'y mettre le feu » a affirmé David Bitrus, membre de la milice civile engagée aux côtés de l'armée contre le groupe djihadiste. « Le village a été réduit en cendres » a-t-il dit, précisant que six personnes ont été blessées dans l'attaque qui s'est déroulée vers 20H00 locales (19H00 GMT), obligeant les habitants à fuir vers Chibok. Un habitant, Manasseh Amos, a raconté que les assaillants sont arrivés à bord d'un camion et de motos et ont commencé à tirer dans le village. « Ils ont pris toute la nourriture et le bétail et brûlé le village. Il ne reste plus rien » a-t-il expliqué. Des militaires sont positionnés à Chibok depuis l'enlèvement de masse de 2014 mais les djihadistes continuent à attaquer les localités environnantes depuis la proche forêt de Sambisa, l'un de leurs bastions. Boko Haram a multiplié les attaques contre les civils dans les villages isolés de la région ces derniers jours. Samedi, des insurgés ont incendié trois villages près de Maïduguri, la capitale de l'État du Borno, dans un raid nocturne qui a fait deux morts. Douze agriculteurs ont également été tués alors qu'ils travaillaient samedi dans leurs champs à Kalle, dans la même zone. Les Nations unies estiment que les violences entre Boko Haram et l'armée nigériane ont fait plus de 27 000 morts depuis 2009 et près de deux millions de déplacés.

(Africa N°1, le 23-10-2018)

Un couvre-feu décrété à Djibo, dans le nord du Burkina Faso...

Un couvre-feu a été décrété à Djibo, après une attaque contre la gendarmerie de la deuxième grande ville du nord du Burkina Faso et chef-lieu de la province du Soum, a annoncé le haut-commissaire Siaka Barro. « Il est instauré à partir de ce 23 octobre 2018, jusqu'à nouvel ordre, un couvre-feu de 20h00 à 06h00 du matin, dans le ressort territorial du département de Djibo » a-t-il écrit dans un arrêté. Le 18 octobre, des individus armés avaient attaqué la brigade territoriale de gendarmerie de Djibo, faisant un blessé et d'importants dégâts matériels. Les assaillants avaient également libéré plusieurs dizaines de personnes gardées à vue. Selon plusieurs témoins sur place, la population vit dans la psychose depuis cette première attaque dans la ville de Djibo qui abrite un groupement des forces antiterroristes. Longtemps épargnée par les groupes armés actifs au Sahel, le Burkina Faso est confronté depuis mars 2015 à des attaques djihadistes de plus en plus fréquentes et meurtrières. D'abord localisées dans le nord, celles-ci se sont étendues à d'autres régions, notamment l'est. Dans ces deux régions du pays, la circulation nocturne des engins à deux et trois roues est interdite. Selon un bilan officiel établi mi-septembre, les attaques de militants islamistes ont fait 118 morts, 70 civils et 48 membres des services de sécurité. Trois attaques ont frappé la capitale, Ouagadougou, en deux ans, dont la dernière en mars, qui ont fait au total près de 60 morts.

(Africa N°1, le 25-10-2018)

Un professeur de l'université de Bamenda tué par des séparatistes anglophones présumés...

Un enseignant de l'université de Bamenda, chef-lieu du nord-ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun, en proie à une sanglante guerre de sécession, a été tué jeudi par des hommes armés, a-t-on appris vendredi de source officielle. L'assassinat du professeur Paul Kuban Mbufong, enseignant de linguistique et directeur des affaires administratives à l'université anglophone de Bamenda, s'est produit jeudi alors qu'il se rendait au travail, selon un communiqué signé du professeur Emmanuel Suh Cheo, signant par procuration pour le rectorat de l'université. « Il a été tué par des assaillants non identifiés qui l'ont poursuivi jusqu'à l'endroit où il s'était réfugié derrière la mairie

de Tubah, à Bambui, une petite ville proche de Bamenda » a ajouté M. Suh Cheo, qualifiant l'assassinat de l'enseignant d'acte macabre. Des enseignants de l'université de Bamenda contactés par l'AFP pensent que cet assassinat porterait la signature des « Amba Boys », en référence aux séparatistes anglophones, mais il n'était pas possible vendredi d'en connaître les motivations. *(Africa N°1, le 27-10-2018)*

Un commandant shabaab tué lors d'une opération militaire dans le sud-ouest de la Somalie...

La mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a confirmé vendredi que ses soldats avaient tué un haut commandant shabaab lors d'une embuscade dans le sud du pays. La mission de l'Union africaine a annoncé que le commandant, dont l'identité n'a pas été précisée, a été tué lundi après une embuscade des troupes de l'Union africaine contre une réunion des shabaab à Bariire. « L'AMISOM va continuer de travailler avec les gouvernements fédéral et locaux pour s'assurer de la défaite des shabaab et du retour d'une paix et d'une sécurité durable en Somalie » a déclaré la mission. Selon un rapport de surveillance de l'ONU, le groupe extrémiste paie toujours ses armes et combattants avec les revenus qu'il tire de l'exportation de charbon, commerce interdit par la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée en 2012. La mission de l'Union africaine a déclaré que l'incident de lundi était survenu après la mort de sept autres shabaab, dimanche, après une tentative d'attaque contre la base opérationnelle de la mission. « Lors de deux incidents distincts dans la région de Basse Shabele, les troupes de l'AMISOM ont tué plus de huit combattants shabaab dont un haut commandant, a indiqué la mission.

(Radio Chine internationale, le 27-10-2018)

Les bars et restaurants du front de mer de Mogadiscio accusés de comportements contraires à la morale islamique...

Le maire de Mogadiscio a annoncé jeudi avoir imposé aux bars, restaurants et hôtels du front de mer de la capitale somalienne de fermer leur portes dès minuit, les accusant d'être le théâtre de comportements contraires à la morale islamique. « En réponse à plusieurs plaintes émanant de la société, notamment de la part de leaders religieux, l'administration ordonne aux restaurants et aux hôtels se trouvant le long de la plage du Lido de fermer après minuit » a indiqué le maire de Mogadiscio, Abdirahman Omar, dans un communiqué. « Tout restaurant ou hôtel qui sera en contradiction avec la religion islamique et les normes de décence des Somaliens sera fermé de manière permanente » a ajouté la même source, assurant notamment que la présence de drogue n'était pas tolérée. La grande popularité des établissements de la plage du Lido sont le témoin d'une amélioration de la situation sécuritaire ces dernières années dans cette partie de Mogadiscio, ville régulièrement frappée par les attentats des islamistes somaliens shabaab, affiliés à Al-Qaïda. Cependant, un restaurant de la plage du Lido avait été la cible en août 2016 d'une attaque d'un commando shabaab, qui avait fait sept morts. En janvier 2016, vingt personnes avaient été tuées dans l'attaque d'un autre restaurant.

(Africa N°1, le 26-10-2018)

En Somalie, deux combattants présumés d'Al-Shabaab tués par une frappe aérienne américaine...

L'armée américaine a fait savoir vendredi que ses forces spéciales avaient lancé jeudi une frappe aérienne au-dessus du quartier de Kunyo Barrow en Somalie, tuant deux combattants shabaab. Le Commandement des États-Unis en Afrique (AFRICOM) a déclaré que la dernière frappe aérienne de précision, menée en coopération avec le gouvernement somalien, a également permis de détruire un véhicule. « Nous estimons pour le moment que cette frappe aérienne a tué deux combattants et détruit un véhicule. Nous estimons également pour le moment qu'aucun civil n'a été blessé ou tué par cette frappe » a poursuivi AFRICOM dans un communiqué. « Les frappes aériennes réduisent la capacité des shabaab à comploter de futures attaques, perturbent les réseaux de leur leadership et dégradent leur liberté de manœuvre dans la région » ajoute le communiqué. AFRICOM qui a mené dans le passé des frappes aériennes pour lutter contre le terrorisme en Somalie. AFRICOM a affirmé que les shabaab se servent de parties du sud et du centre de la Somalie pour préparer et mener des attaques terroristes, voler les aides humanitaires, extorquer les populations locales afin de financer leurs opérations et accueillir des terroristes radicaux.

(Radio Chine internationale, le 27-10-2018)

Au moins quarante morts lors d'affrontements inter-claniques entre Somaliland et Puntland...

Au moins 40 personnes ont été tuées depuis mardi dans des combats inter-claniques dans le nord de la Somalie, un bilan très élevé dans une région pourtant habituée à de telles violences, a-t-on appris mercredi auprès de notables locaux et de source administrative. Ces affrontements ont commencé mardi autour de villages isolés de la région de Sool, revendiquée par la République autoproclamée du Somaliland et l'État semi-autonome du Puntland, entre sous-groupes du clan des Darod. « Nous appelons à un cessez-le-feu entre ces clans frères. C'est une situation grave, nous avons plus de 40 tués depuis hier mardi et près de 100 blessés » a déclaré à l'AFP Ismail Yasin, un notable de la région. Mohamed Abdulahi, un responsable sécuritaire basé dans la grande ville de Galkayo, plus au sud, a affirmé que le bilan était de presque 50 morts, ce qui en fait le conflit le plus meurtrier qu'ait connu la zone. La plupart des victimes ont été recensées dans le village de Dhumay. Cette région désertique est de longue date convoitée par le Somaliland et le Puntland. En mai, leurs forces armées s'étaient affrontées pour le contrôle de la zone. Les combats avaient fait des dizaines de morts. La société et l'identité somalienne sont largement construites autour des clans, sous-clans et réseaux de parenté étendus. Les milices claniques sont, avec les gangs criminels et groupes islamistes, jugées responsables du chaos dans lequel est plongée la Somalie, privée de véritable État central depuis la chute du président Siad Barre en 1991. Dans cette région de Sool, les combats entre milices appartenant au sous-clan des Dhulbahante se poursuivaient mercredi à l'aide d'armes lourdes, selon des notables locaux. Le gouvernement fédéral de Mogadiscio a appelé à un cessez-le-feu. Le président et le Premier ministre demandent aux notables traditionnels et religieux locaux d'intervenir pour faire cesser le carnage, selon un communiqué.

(Africa N°1, le 25-10-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Une carte SIM compatible avec la technologie TOR pour déjouer les interceptions téléphoniques...

Des Britanniques passionnés ont créé une carte SIM « invisible ». Compatible avec la technologie TOR, elle ne permettra pas de localiser son propriétaire, rendant sa connexion plus sécurisée. La startup britannique Brass Horn Communications a créé un prototype de carte SIM pour les communications anonymes. Basée sur la technologie TOR, souvent utilisée pour visiter le *darknet* et à des fins criminelles, elle permet d'empêcher tout suivi des conversations et des SMS indique Motherboard. Grâce à la technologie TOR, l'utilisateur pourra parler au téléphone sans craindre d'être mis sur écoute. En outre, il sera difficile d'espionner le propriétaire d'une telle carte SIM via les tours de téléphonie cellulaire, car le signal sera crypté et entrelacé avec celui d'autres abonnés. Le fondateur de la startup, Gareth Llewelyn, a déclaré que la vie privée serait désormais accessible à tous. Il espère non seulement lancer la commercialisation de cette carte SIM, mais aussi étendre le réseau TOR à tout le Royaume-Uni. Selon lui, son savoir-faire sera utile aux journalistes et à leurs informateurs, aux activistes et aux personnes qui craignent pour leur vie. Récemment, le navigateur TOR est apparu sur les smartphones utilisant Android.

(Radio Sputnik, le 25-10-2018)

En Turquie, la directrice de la CIA aurait écouté l'enregistrement audio présumé du meurtre de Jamal Khashoggi...

Selon le *Washington Post*, Gina Haspel, la directrice de la CIA, aurait écouté un enregistrement audio présumé du meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Mercredi, dans sa version en ligne, le journal citait des personnes bien informées des rencontres de Mme Haspel. Selon ces personnes, elle aurait écouté cet enregistrement lors de sa visite en Turquie. Riyad affirme que Jamal Khashoggi est décédé dans le consulat saoudien à Istanbul suite à une rixe. Or, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qualifie la mort du journaliste de meurtre « sauvage » et prémédité. Pour le président américain Donald Trump, la façon dont Riyad a traité cette affaire est la pire dissimulation de l'histoire. Cependant, le chef d'État américain a laissé entendre qu'il accordait beaucoup d'importance à l'alliance entre Washington et Riyad, l'Arabie saoudite devant prochainement investir des sommes considérables aux États-Unis. L'article n'évoque pas le contenu en détail de la bande audio. Mais il cite une personne informée de son contenu. Selon cette personne, l'enregistrement pourrait contraindre Washington à demander des comptes à Riyad pour le meurtre de Jamal Khashoggi.

(Radio Japon international, le 25-10-2018)

Ces neuf derniers mois le FSB russe a déjoué quinze attentats selon Vladimir Poutine...

Le chef d'État russe a appelé à déployer des démarches préventives en vue d'abaisser le niveau de la menace terroriste, tout en précisant le nombre d'attentats déjoués cette année. En neuf mois écoulés depuis le début de l'année, le Service fédéral de sécurité de Russie (FSB) a empêché la commission de 26 actes à caractère terroriste, dont 15 attentats, a déclaré ce jeudi Vladimir Poutine. Il a précisé que derrière ces chiffres se trouvent des vies sauvées. « Il faut continuer à agir de façon aussi déterminée et efficace en coopération étroite avec le Comité national antiterroriste, abaisser le niveau de la menace terroriste, avant tout grâce à l'information et à des démarches préventives précises » a poursuivi le chef d'État russe. En mai dernier, le FSB a annoncé avoir interpellé, dans la ville russe de Iaroslavl, cinq membres du groupe terroriste Daesh qui planifiaient des attentats terroristes dans plusieurs régions russes. Les individus interpellés possédaient des engins explosifs qui ont été saisis.
(Radio Sputnik, le 25-10-2018)

Des renseignements fournis par le Qatar auraient permis la libération d'un Japonais capturé par des djihadistes en Syrie...

Un haut responsable gouvernemental du Qatar a confié que son pays avait fourni des informations qui ont permis la libération du journaliste japonais Jumpei Yasuda. Interviewé jeudi par la *NHK* à propos du journaliste retenu pendant plus de trois ans par des djihadistes en Syrie et qui vient de rentrer au Japon, le responsable qatari a tenu à féliciter de la part du gouvernement de son pays le gouvernement et la population du Japon pour la libération et le retour sans encombre de M. Yasuda. Il a expliqué que le Qatar et la Turquie avaient fourni au Japon des renseignements confidentiels à travers les canaux diplomatiques et les agences de contre-terrorisme. Il a également laissé entendre que son pays avait coopéré avec le Japon grâce à un réseau de contacts mis en place à la demande du gouvernement japonais. Le gouvernement qatari devrait très prochainement diffuser un communiqué reflétant ce que l'officiel a déclaré à la *NHK*. Personne ne peut dire si le Qatar a payé une rançon au groupe djihadiste en échange de la libération de M. Yasuda.
(Radio Japon international, le 26-10-2018)

L'iPhone personnel de Donald Trump intercepté par les services de renseignement chinois selon le *New York Times*...

En réaction aux accusations d'espionnage des iPhones par la Chine, Pékin a proposé aux responsables américains, dont la personne de Donald Trump, de remplacer leurs iPhones par un Huawei de fabrication chinoise. Le journal *New York Times* a prétendu que la Chine et la Russie interceptaient les appels passés sur l'iPhone personnel de Trump pour tenter de mieux comprendre ses idées. Les assistants du président américains l'auraient averti que de tels appels n'étaient pas sécurisés. La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying, a réagi ce jeudi à cette information. Elle a suggéré que le smartphone de l'un des plus grands fabricants chinois était plus sûr et pertinent. « Si vous êtes inquiets que les téléphones *Apple* soient interceptés, vous pouvez utiliser des Huawei » a-t-elle ironisé. Et de poursuivre : « Si vous vous en inquiétez toujours, alors vous pouvez cesser d'utiliser toutes les formes d'appareils de communication modernes et rompre tout lien avec le monde extérieur ». « J'ai le sentiment qu'aujourd'hui, aux États-Unis, certaines personnes font tout leur possible pour remporter le prix du meilleur scénario aux Oscars » a-t-elle lancé. La Russie a également rejeté les accusations d'espionnage. « Nous traitons déjà ce genre d'histoire avec un certain humour » a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov. Les agences d'espionnage américaines ont prétendu que la Chine et la Russie écoutaient les appels du président sur son iPhone et essayaient de déterminer ce qu'il pensait.
(Press TV, le 26-10-2018)

... MILITAIRE ...

Vers un format réduit des exercices de défense aérienne sud-coréens *Vigilant Ace*...

La Corée du Sud entamera de nouvelles discussions avec les États-Unis pour réviser les manœuvres *Vigilant Ace*, un exercice conjoint annuel de défense aérienne. Ce dans le but de maintenir les forces prêtes à toute éventualité. C'est ce qu'a expliqué le ministère sud-coréen de la Défense. En effet, les deux alliés avaient convenu de reporter cet entraînement combiné prévu pour décembre, lors de la rencontre entre leurs ministres de la Défense, la semaine dernière à Singapour. Selon un officiel du ministère, c'est le Pentagone qui avait proposé cette initiative visant à soutenir les efforts diplomatiques

en cours en faveur de la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. Tout en approuvant ce geste d'apaisement, l'armée sud-coréenne envisage à son tour de proposer au Pentagone d'effectuer l'exercice en question, mais dans un format réduit en raison de la sécurité nationale. Toujours d'après cet officiel, elle pourrait proposer un entraînement à distance grâce aux échanges de données entre les deux armées. Le responsable du ministère a souligné que la nouvelle formule de l'exercice aérien serait décidée lors du comité militaire sud-coréano-américain prévu fin octobre. Et d'ajouter que si l'entraînement est définitivement annulé, l'armée de l'air du pays du matin clair procédera seule à cet exercice.

(KBS World Radio, le 22-10-2018)

Début de *Iron Magic 19*, exercice militaire conjoint mené par les forces américaines et émiraties...

Les Émirats arabes unis et les États-Unis ont entamé dimanche un exercice militaire conjoint d'une durée de deux semaines a rapporté l'agence de presse étatique WAM. L'exercice *Iron Magic 19* fait partie d'une série d'exercices militaires conjoints qui se déroulent tout au long de l'année entre les forces armées des EAU et celles de divers autres pays, a indiqué WAM. Cet exercice conjoint permet de renforcer la coopération, de développer les opérations conjointes et de stimuler les échanges d'expertise dans divers domaines militaires, a ajouté l'agence de presse. Les manœuvres *Iron Magic 19* contribueront notamment à maximiser les capacités combattantes et améliorer la coordination entre les forces armées des Émirats arabes unis et des États-Unis, a-t-elle indiqué. La majorité des équipements militaires des Émirats arabes unis - comme les chasseurs de combat F-16, les chasseurs *Mirage* et les hélicoptères d'assaut *Apache Longbow* - sont fabriqués par des entreprises de défense occidentales, venues notamment des États-Unis, du Royaume-Uni et de France.

(Radio Chine internationale, le 22-10-2018)

Manœuvres navales conjointes entre les marines des pays de l'ASEAN et de la Chine...

Les forces navales de la Malaisie, de Thaïlande, des Philippines, de l'Indonésie, de Singapour, du Myanmar, du Cambodge, du Laos, du Brunei et du Vietnam ont participé à cet exercice naval qui se déroule pour la première fois avec la marine chinoise, avec comme objectif de faire baisser les tensions autant que possible au sujet de la mer de Chine méridionale. Le ministre de la Défense de Singapour, Ng Eng Hen, dont le pays préside l'ASEAN, a déclaré : « La conduite de cet exercice naval témoigne de la détermination de la Chine et de l'ASEAN de maintenir la paix et la stabilité dans la région ». Cet exercice se déroule du 22 au 29 octobre dans une partie des eaux de la mer de Chine méridionale dont la Chine et quelques pays de l'Asie du Sud-Est - Philippines, Brunei, Malaisie, Vietnam - se disputent la propriété. Selon le site internet de l'ASEAN, la Chine a déclaré vouloir intensifier ses efforts pour renforcer les coopérations en matière de défense avec l'Association des nations du Sud-Est asiatique. Le ministre de la Défense de Singapour a également souligné que l'ASEAN accordait une grande importance au renforcement des coopérations en matière de sécurité maritime avec la Chine et qu'il espérait aussi une baisse des tensions au sujet de la mer de Chine méridionale. Sont prévus au menu de cette semaine des exercices maritimes, une patrouille navale conjointe des forces de l'ASEAN et de Pékin, des exercices de sauvetage, etc. Les ministres de la Défense des nations de l'Asie du Sud-Est ont décidé vendredi, lors de leur 12e sommet annuel à Singapour, qu'ils allaient mener deux exercices maritimes cette année et dans le courant de l'année prochaine ; l'un avec la Chine et l'autre avec les États-Unis. Pékin revendique la propriété de la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale par où transite chaque année plus de 5 000 milliards de dollars d'échanges commerciaux du monde. Le Brunei, la Malaisie, les Philippines, Taïwan et le Vietnam sont en désaccord sur la propriété de certaines parties de cette voie navigable et sur ses ressources avec la Chine. Au cours de l'année écoulée, ces conflits territoriaux ont provoqué des tensions généralisées dans la région, en particulier après l'apparition des navires de guerre des États-Unis et de leurs alliés.

(Radio Chine internationale, le 22-10-2018)

Le détroit de Taïwan emprunté par deux bâtiments de la marine américaine...

Le ministère taïwanais de la Défense a confirmé hier soir que deux navires américains ont emprunté le détroit de Taïwan du sud vers le nord le 22 octobre. En 16 heures, le destroyer *USS Curtis Wilbur* et le croiseur lance-missiles *USS Antietam* ont effectué cette traversée de routine qui est une démonstration de l'engagement des États-Unis en faveur d'une région indo-pacifique libre et ouverte selon le département américain de la Défense. Le Premier ministre William Lai Ching-te a réitéré le caractère

régulier de cette traversée : « Taïwan respecte le droit de navigation des États-Unis dans les eaux internationales. Nous sommes reconnaissants de tous les efforts américains en matière de paix dans la région Asie-Pacifique. Il s'agit d'entraînements de routine réguliers. En 2015 par exemple, nous avons recensé une dizaine de traversées ». Les médias taïwanais ont rapporté que, selon des responsables américains, la Chine a dépêché plusieurs navires pour suivre les deux vaisseaux américains mais à une distance de sécurité. Les autorités chinoises n'ont pas commenté cette traversée.
(Radio Taïwan international, le 23-10-2018)

Un système anti-satellite lancé par voie aérienne serait en cours de développement en Russie...

La Défense russe a développé un système d'armes antisatellite lancé par voie aérienne dont l'armée pourra se servir d'ici 2020. Il s'agit d'un « tueur de satellites », un missile antisatellite dont la maquette grande nature a été fixée sous le fuselage lors d'essais qui se sont déroulés récemment dans la région de Moscou, selon des médias russes. Le missile, jamais vu auparavant, a été photographié le mois dernier sur un MiG-31 russe et devrait cibler des satellites de communication et d'imagerie sur une orbite terrestre basse, a rapporté la chaîne de télévision américaine *CNBC* se référant aux rapports fournis par trois sources bien informées du renseignement américain. Selon des experts, c'est la première fois que l'aéronef MiG-31 est vu avec une maquette de ce missile. La source indique que des essais de l'intercepteur russe MiG-31 avec une maquette à l'échelle réelle d'un missile antisatellite sont en cours depuis septembre dernier dans la région de Moscou et devraient se terminer mercredi prochain. Moscou envisage d'organiser des manœuvres en 2019 et de lancer un nouveau prototype du nouveau missile. Cette arme antisatellite devrait être remise à l'armée russe en 2020. Des sources de *CNBC* ont également annoncé que des missiles antisatellites similaires ont été construits en Chine et aux États-Unis, sans toutefois préciser si ils faisaient déjà partie de leur arsenal.
(Press TV, le 26-10-2018)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

L'Indonésie en passe de renégocier avec la Corée du Sud sa participation dans le projet de développement d'un avion de combat...

La Corée du Sud et l'Indonésie devraient renégocier les conditions dans lesquelles l'État-archipel s'engage à participer au développement conjoint des avions de combat de future génération (KF-X/IF-X). La raison : les charges budgétaires de plus en plus alourdies par l'instabilité financière des pays émergents. C'est ce qu'ont dévoilé hier les autorités et les médias indonésiens. Effectivement, le ministre indonésien des Affaires politiques, de la Justice et de la Sécurité a fait savoir, le 19 octobre, que son gouvernement se proposerait de renégocier avec son partenaire sud-coréen les termes de la convention en la matière. Le général Wiranto a également expliqué que cette décision avait été prise par le président Joko Widodo dans le but d'alléger les charges financières de son pays, eu égard à la situation économique peu prometteuse de ce dernier. Les deux nations avaient convenu de cofinancer le développement des nouveaux modèles de chasseurs d'ici 2026. Mais le partenaire d'Asie du Sud-Est ne respecte plus son engagement financier depuis le deuxième semestre 2017. Il s'agit d'une somme due de 238 milliards de wons, soit environ 183,2 millions d'euros.
(KBS World Radio, le 22-10-2018)

Lockheed Martin pressenti par le Canada pour le emplacement de ses destroyers de classe Iroquois...

Pour remplacer ses destroyers de la classe *Iroquois* et ses frégates polyvalentes de type *Halifax*, dans le cadre du programme de navires de combat canadiens, la marine royale canadienne souhaitait se doter de quinze bâtiments conçus selon un modèle éprouvé. Désormais le gouvernement canadien vient d'entamer des négociations exclusives avec Lockheed Martin Canada qui aura à se soumettre à une série de conditions d'exigence très précises. Cependant un échec des discussions n'est pas totalement exclu. En effet comme le souligne la presse, Ottawa se réserve le droit de se retirer des pourparlers si Lockheed avait la main trop lourde et de négocier avec le deuxième soumissionnaire. Mais les responsables fédéraux espèrent qu'un contrat sera signé dès cet hiver.
(Press TV, le 23-10-2018)

Les ressortissants allemands voyageant en Turquie appelés à se méfier des réseaux sociaux...

Le ministère allemand des Affaires étrangères met en garde les voyageurs à destination de la Turquie contre les réseaux sociaux. Le simple fait de « liker » ou de partager des contenus internet hostiles au régime Erdogan peut conduire à des poursuites judiciaires qui peuvent à leur tour déboucher sur des peines de prison lourdes en Turquie, pour outrage au chef de l'État ou propagande terroriste y compris pour des opinions qui sont considérées comme relevant de la liberté d'expression en Allemagne.
(*Deutsche Welle, le 24-10-2018*)

Plusieurs dizaines de pages, groupes et comptes basés en Iran supprimés par Facebook...

Facebook a supprimé 82 pages, groupes et comptes basés en Iran et qui publiaient des articles sur les questions politiques sensibles aux États-Unis. Le réseau social a fait cette annonce vendredi. Les contenus se trouvaient sur *Facebook* et sur *Instagram*. L'entreprise a expliqué que, de manière générale, les administrateurs et les propriétaires des comptes se présentaient comme citoyens américains. Ils mettaient en ligne des contenus traitant d'immigration et de relations interraciales. Ils étaient suivis au total par plus d'un million d'utilisateurs de *Facebook*. L'un des messages montrait une image du président des États-Unis Donald Trump. Il était présenté comme le pire et le plus haï des présidents de l'histoire américaine. *Facebook* a été critiqué pour ne pas avoir suffisamment réagi à la publication de contenus d'une organisation ayant des liens avec le gouvernement russe pendant la campagne présidentielle américaine de 2016. L'organisation avait mis en ligne des messages qui devaient semble-t-il créer des troubles dans la société américaine. À l'approche des élections de mi-mandat du 6 novembre, *Facebook* a affecté 20 000 employés à l'identification et aux enquêtes sur les comptes factices.
(*Radio Japon international, le 27-10-2018*)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com
Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67